

Face au spectre du no-deal, l'Union tente de sauver ses meubles

À savoir

Le chef de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn s'est attiré les foudres des députés conservateurs mercredi pour avoir apparemment murmuré les mots *"femme stupide"* à l'adresse de Theresa May, pendant un échange sur la décision de la Première ministre de reporter un vote sur le Brexit. M. Corbyn a été surpris par les caméras bougonnant ces mots face à une Theresa May en train de se moquer de sa tentative d'organiser un vote de défiance contre elle.

Les cris de "honte!" et "scandaleux!" ont émergé des bancs conservateurs, tandis que M^{me} May a souligné que *"100 ans après l'obtention du droit de vote des femmes (au Royaume-Uni), tout le monde dans cette chambre devrait user d'un vocabulaire approprié en se référant à un de ses membres féminins"*.

■ La Commission européenne a présenté ce mercredi ses mesures prévues pour éviter le chaos en cas de Brexit sans accord.

■ Côté britannique, le gouvernement se prépare pleinement à un no-deal, même si Theresa May veut toujours croire à une sortie encadrée.

Analyse Maria Udrescu

plus de raison d'être", met en garde la même source.

Toujours plongés dans l'incertitude à 100 jours du Brexit, encore occupés à souffler le chaud et le froid sur l'accord de retrait négocié par leur Première ministre, les Britanniques semblent se diriger droit dans le mur du *no-deal*, entraînant, inévitablement, avec eux les Européens. Mercredi, alors que Londres accélèrait aussi les préparatifs à ce scénario (lire ci-contre), la Commission a dévoilé 14 *"mesures d'urgence"* visant les domaines pour lesquels une rupture brutale le 29 mars 2019 – date du Brexit et à partir de laquelle le Royaume-Uni deviendra un pays tiers – serait une source de *"perturbation majeure"*. L'objectif est d'éviter le chaos, du moins côté européen. *"Nous ne faisons aucun pari sur un no-deal, mais il faut se préparer au pire"*, explique un haut diplomate européen.

Mais si le pire devait arriver, l'UE chercherait à préserver d'abord *"ses intérêts vitaux"*. Les dispositions annoncées ce mercredi seront donc adoptées unilatéralement par l'Union. *"Ce ne sont pas des petits accords conclus avec Londres. On ne rouvre pas les négociations, il n'y a pas de discussions"*, insiste un diplomate européen. Ces mesures sont donc non seulement temporaires et dotées d'un champ d'application limité, mais pourront être révoquées à n'importe quel moment. D'autant plus si Londres *"ne nous donne pas la pareille. Alors ces mesures n'ont*

1 Priorité aux droits des citoyens

C'est le cas notamment dans le domaine de la protection des citoyens de part et d'autre de la Manche.

La Commission a encouragé encore une fois les États membres à *"adopter une approche généreuse à l'égard des droits des ressortissants britanniques résidant dans l'UE"*, au nombre de 1,5 million. La migration étant une compétence nationale des Vingt-sept, ceux-ci sont invités à prendre des mesures *"pragmatiques"* afin d'offrir aux résidents britanniques un statut légal et des documents temporaires dès le lendemain du Brexit, le temps d'analyser leurs demandes de résidence permanente avant 2019. Mais ce *"pour autant que le Royaume-Uni garantisse la réciprocité de cette approche"*, précise la Commission. *"On s'attend à ce que Londres nous renvoie l'ascenseur"*, renchérit une source européenne.

2 Des réglementations pour les secteurs les plus touchés

L'exécutif européen a également pris des dispositions pour limiter les dégâts dans les secteurs qui seraient le plus impactés par un Brexit dur : les services financiers, les transports aériens, les douanes et

la politique climatique. Par exemple, pour éviter le risque d'instabilité financière en cas de sortie sèche, les opérateurs européens des marchés financiers basés à Londres, dont les chambres de compensation, pourront continuer à opérer "pour une période de 12 mois", selon l'une des mesures. "Beaucoup de ces activités se font à Londres. Il nous faudra une petite année pour monter en puissance afin de les rapatrier sur notre continent", estime une source de l'UE.

Aussi, le négociateur en chef du Brexit avait-il mis en garde que les "avions ne voleraient plus" entre l'Union et le Royaume-Uni en cas de Brexit sans accord. L'UE semble toutefois vouloir éviter l'interruption totale du trafic aérien, proposant "une connectivité de base". Entendez : le strict minimum, à mille lieues des conditions favorables qu'offrait le Ciel unique européen. Seuls les trajets entre le Royaume-Uni et l'UE seraient maintenus. "Les avions britanniques pourront faire Londres-Paris ou Londres-Rome. Mais pas s'arrêter à Paris pour embarquer des passagers vers Rome", résume le même diplomate. Et ce, de nouveau, à condition que le Royaume-Uni offre la même possibilité aux avions européens.

3 Quid du reste?

Que les Brexiteurs les plus fervents ne s'y méprennent pas : "Ce n'est pas un autre accord [que celui négocié et conclu avec Theresa May], mais un plan d'urgence pour minimiser l'impact d'une sortie sans accord", martèle une source européenne. De fait, ces mesures n'apportent aucune réponse au dossier le plus épineux des négociations du Brexit : la manière d'éviter une frontière dure entre l'Irlande et l'Irlande du Nord. Or la Commission souligne bien qu'en cas de Brexit dur, il est "essentiel" que les Vingt-sept – dont l'Irlande, donc – prennent les dispositions "pour appliquer le code des douanes de l'Union", étant donné que le Royaume-Uni serait de facto un pays tiers.

Autre inconnue : le sort de Gibraltar, ce territoire britannique du sud de la péninsule ibérique, auquel ces mesures d'urgence ne s'appliqueraient pas.

"Le no-deal va causer des perturbations, on ne va pas les aplanir toutes", explique un haut fonctionnaire européen. "L'ordre des préférences est clair : rester dans l'UE serait mieux que partir, un accord de retrait serait mieux qu'un no-deal", a donc précisé un des vice-présidents de la Commission, Valdis Dombrovskis.

Les préparatifs en cas de Brexit sans accord avec l'UE s'accélèrent

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Le gouvernement britannique se prépare pleinement à une sortie de l'Union européenne sans accord avec les Vingt-sept. "Tant qu'aucun accord n'a été ratifié par le Parlement, il relève de la responsabilité du gouvernement de lancer ces préparatifs", a justifié Theresa May aux députés de la Chambre des Communes lors des traditionnelles questions au Premier ministre du mercredi. Elle a néanmoins voulu rassurer les Britanniques, rappelant que cette solution n'est pas sa priorité : "Parallèlement à ces préparatifs, le gouvernement travaille à obtenir le soutien à l'accord qu'il a obtenu avec l'UE, afin que nous quittions l'UE avec un bon accord."

Mardi, le Trésor a dévoilé que 2 milliards de livres (2,3 milliards d'euros) ont été budgétisés spécifiquement pour ces préparatifs, ce qui mène à 4,2 milliards de livres la somme dépensée depuis 2016 par

le pays pour se préparer au Brexit. Le ministère de l'Intérieur recevra la plus grosse enveloppe : 480 millions de livres lui sont attribués pour répondre à la hausse des demandes aux frontières via l'embauche de "centaines de nouveaux officiers des douanes", poursuivre la mise en place du nouveau statut réservé aux citoyens européens déjà résidents au Royaume-Uni et les préparatifs liés à la sécurité nationale.

Le ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales recevra 410 millions de livres pour s'assurer que le commerce de la pêche et des produits oléicoles, agricoles et chimiques se poursuivra. L'administration des impôts bénéficiera de 375 millions de livres pour embaucher 3 000 employés destinés à faire face "aux hausses de l'activité douanière" pour s'assurer que "le commerce demeurera fluide et que les ventes sont protégées". Il enverra cette semaine un courriel à 80 000 entreprises pour les prévenir de l'impact à venir d'une sortie sans accord ainsi qu'un document de 100 pages

leur précisant de potentiels changements aux douanes.

Enfin, le ministère au Commerce recevra 190 millions de livres pour assurer la stabilité de la législation et de l'audit des entreprises, le ministère au Commerce international 128 millions de livres pour la continuité des échanges avec des pays tiers, *“qui représentent 12% du total des échanges commerciaux britanniques”*. Le ministre de la Santé donnera cette semaine des indications aux établissements de la santé pour gérer leur approvisionnement en médicaments. Le ministre de la Défense Gavin Williamson a achevé de faire frémir tout le monde lorsqu'il a prévenu que *“3 500 militaires se tiendront prêts, du personnel en activité et des réservistes, afin de soutenir les ministères dans leurs préparatifs”*.

Critiques venues de tous les horizons

Le porte-parole de la Première ministre a indiqué qu'il était impossible de savoir combien d'argent sera

dépensé en vain, une partie de cette somme étant investie dans des systèmes qui devront quoi qu'il en soit voir le jour. Le responsable de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn a pourtant attaqué mercredi *“ces dépenses d'argent public irresponsables”* et sa mise *“en danger des emplois”*. Une critique réitérée par le responsable du parti national écossais Ian Blackford, pour qui *“à 100 jours du Brexit, le gouvernement a laissé tomber les entreprises, les députés et les citoyens”*.

De fait, les cinq principales plateformes patronales ont fait part mercredi de leur *“horreur”* face à l'incapacité des politiciens à s'entendre et au manque de progrès à Westminster, *“qui a fait croître le risque de sortie sans accord”*. *“Même si de nombreuses entreprises se préparent activement à un tel scénario, des centaines de milliers n'ont pas encore commencé et ne pourront être prêtes en si peu de temps.”* Ils ont appelé à la *“responsabilité”* des députés, pour qu'ils n'oublient pas à leur retour de la coupure de fin d'année que *“le trajet futur de notre économie est entre leurs mains”*. Ils voteront sur l'accord lors de la semaine du 14 janvier.

4,2 milliards
de livres, c'est
le montant
dépensé depuis
2016 par
le pays pour
se préparer
au Brexit.